

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté préfectoral
de mise en demeure du 10 décembre 2024
Société ECOVALOR
Commune de Brenouille**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2008 délivré à la société ECOVALOR pour l'exploitation d'installations de transit, de prétraitement et de valorisation de déchets industriels sur le territoire de la commune de Brenouille à l'adresse suivante : Zone industrielle de Brenouille, 375 allée des Artisans ;

Vu l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2008 précité qui dispose :

« L'exploitant doit disposer de moyens nécessaires pour pouvoir interrompre, si nécessaire, tout rejet d'effluents dans le milieu naturel.

L'exploitant doit être en mesure de confiner la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie pour prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. En cas d'incendie, les eaux d'extinction incendie seront évacuées de façon gravitaire pour être prises en charge par le réseau d'eaux pluviales interne et dirigées vers le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries de 465 m³ (ce bassin communique avec le bassin d'eau incendie de 360 m³).

[...]

L'exploitant établira une procédure visant à définir les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin des eaux pluviales de toitures et de voiries n'est pas constamment rempli et qu'il peut recueillir les eaux issues de l'extinction d'un incendie.

[...]

Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement approprié permettant de satisfaire les valeurs limites de rejets prescrites ou être traitées dans un centre extérieur dûment autorisé » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 modifiant les conditions d'exploitation de la société ECOVALOR pour ce même site ;

Vu l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 précité qui dispose :

« L'auvent est organisé de façon à stocker des déchets sur palette.

Ce stockage a une surface maximale de 144 m² sur une hauteur maximale de 2,1 m. Il est composé de 7 rangées de stockage, matérialisées au sol, comprenant :

- rangée 1 : stockage DEEE et big-bags de poudre d'extincteur ;*
- rangée 2 : GRV vides ;*
- rangée 3 et 4 : stockage de flexibles ;*
- rangée 5, 6 et 7 : stockage de solide à broyer.*

Le stockage est distant d'au moins 8 mètres de la paroi de l'atelier adjacent.

Deux bennes de 35 m³ sont dédiées au stockage de pots acryliques non dangereux.

Un stockage d'extincteurs, d'une surface de 24 m² et d'une hauteur de 2,1 m est présent au nord de la zone » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2024 mettant en demeure la société ECOVALOR de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 ;

Vu le rapport et les propositions du 18 juillet 2025 de l'inspection des installations classées ;

Considérant ce qui suit :

- 1) La société ECOVALOR a été mise en demeure le 10 décembre 2024 de :
 - respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2024 susvisé en respectant les conditions de stockage prescrites sous l'auvent ;
 - respecter les dispositions de l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 en :
 - mettant en place les moyens nécessaires afin de disposer de manière permanente d'une évacuation des eaux d'extinction incendie jusqu'au bassin de 465 m³ ;
 - s'assurant de la disponibilité d'un volume de 220 m³ pour la rétention des eaux d'extinction incendie ;
 - disposant d'une procédure qui définit les actions à mettre en œuvre afin d'assurer que le bassin de rétention des eaux n'est pas constamment rempli.
- 2) Lors de la visite d'inspection du 24 juin 2025, l'inspecteur a constaté les faits suivants :
 - le stockage sous l'auvent était fait à plus de 8 mètres de la paroi de l'atelier adjacente. Les différents déchets étaient stockés dans les zones qui leur sont dédiées. Les conditions de stockage constatées correspondent à ce qui est prescrit à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 septembre 2024 ;
 - une pompe électrique permet le transfert des eaux situées dans la fosse à eaux sales de 50 m³ vers le bassin de 465 m³. En cas de coupure électrique, une motopompe se déclenche en secours ;
 - Un système d'alarme de niveau dans le bassin de 465 m³ permet de garantir un volume disponible de rétention de 245 m³ dans ce bassin. Le volume de 220 m³ pour le confinement des eaux d'extinction incendie est donc assuré conformément à l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 ;
 - une procédure qui définit les actions à mettre en œuvre afin de s'assurer que le bassin de 465 m³ peut accueillir les eaux d'extinction incendie conformément à l'article III.4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 a été mise en place.

3) Les dispositions sur lesquelles repose l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 susvisé ne sont plus applicables ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 pris à l'encontre de la société ECOVALOR, pour ses installations de transit, de prétraitement et de valorisation de déchets industriels sur la commune de Brenouille (60), est abrogé.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Brenouille pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

La maire de Brenouille fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

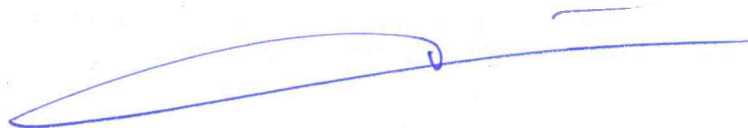
Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la sous-préfète de Clermont, la maire de Brenouille, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le

29 AOÛT 2025

Le Préfet



Jean-Marie CAILLAUD

Destinataires :

Société ECOVALOR

La sous-préfète de Clermont

La maire de la commune de Brenouille

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise